

## Bulletin d'histoire politique

# Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise

Pierre Dubuc



Volume 13, numéro 1, automne 2004

Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983 : un premier bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055015ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055015ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dubuc, P. (2004). Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 129–138.  
<https://doi.org/10.7202/1055015ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise

PIERRE DUBUC<sup>1</sup>

À quelques mois du référendum de 1980, nous étions convoqués, les membres et les sympathisants de l'Union bolchevique — soit tout au plus une vingtaine de personnes — au sous-sol de l'église Saint-Kevin sur le chemin de la Côte-des-Neiges. À l'ordre du jour, notre position sur le référendum, qui approchait à grands pas.

Notre position sur la question nationale québécoise était très peu développée. Les membres fondateurs du groupe, originaires du Canada anglais, avaient développé une position fort articulée, appuyée sur une étude approfondie, de la question autochtone. Mais il n'y avait encore rien de tel sur la question québécoise. Aussi, un peu comme les deux principales formations du mouvement marxiste-léniniste, la Ligue marxiste-léniniste du Canada — qui deviendra plus tard le PCO (Parti communiste ouvrier) — et le groupe En Lutte! de Charles Gagnon, nous critiquions, selon les formules consacrées, le « chauvinisme de grande nation » du Canada anglais et le « nationalisme étroit » du Parti québécois, en croyant qu'être à équidistance entre les deux était garant d'une position « indépendante ».

Depuis la constitution réelle du groupe en 1976, par suite du ralliement d'un groupe de militantes et de militants du Québec sur la base de la critique de l'économisme d'En Lutte! et de la Ligue et de leur conception de l'unité des communistes, nous avons consacré l'essentiel de nos travaux théoriques au débat qui faisait rage sur la scène internationale entre l'Albanie et la Chine à propos de la théorie des trois mondes.

À cela s'ajoutaient évidemment nos activités de rédaction d'articles, de production et de diffusion, les cercles de lecture, l'étude des classiques du marxisme-léninisme, dans un contexte où nous tentions de compenser notre faiblesse numérique par un surcroît d'activités. Et, bien entendu, il fallait aussi gagner sa vie.

Notre lecture des classiques du marxisme-léninisme nous indiquait comme tâche première la construction d'un parti communiste. À la première étape de l'édification, les activités du parti étaient concentrées sur lui-même et son rayonnement extérieur limité. Mais, nous avions beau être, de toute évidence, à la première étape et très peu nombreux, il y avait un référendum

qui approchait et nous ne pouvions passer à côté de toute l'activité politique et de la mobilisation populaire qu'il déclenchait. Nous devions prendre une position claire et nette.

Il y avait trois options sur la table. La première — appeler à voter Non — était exclue d'emblée. C'était la position des Pierre E. Trudeau, Jean Chrétien, Claude Ryan et du monde des affaires. Restaient le Oui et l'annulation. Cette dernière position était de loin la plus populaire au sein du mouvement marxiste-léniniste. Le Oui était identifié au camp nationaliste, le Non au camp fédéraliste, l'annulation apparaissait comme étant une position indépendante.

Nous allions au cours de cette rencontre de la Côte-des-Neiges passer en revue les arguments mis de l'avant en appui à la position de l'annulation, qui étaient en fait des arguments contre la souveraineté.

Premier argument, l'indépendance diviserait la classe ouvrière canadienne. L'argument de l'unité de la classe ouvrière était l'argument massue. Depuis que le gouvernement Trudeau avait adopté le 14 octobre 1974, la loi C-73 de contrôle des salaires, le mouvement syndical canadien avait entrepris une lutte pancanadienne dont le point culminant sera la grève générale de 24 heures du 14 octobre 1976.

Les groupes marxistes-léninistes avaient emboîté le pas et le groupe En Lutte! avait même décrété: « la révolution socialiste est commencée ». Dans le contexte où « la lutte contre le patronat et le gouvernement » pour de meilleurs salaires était érigée en « véritable lutte de classe », il est évident que l'indépendance du Québec ne pouvait être qu'un élément de diversion, voire de division. D'autant plus que, dans la foulée de la lutte contre les mesures Trudeau, En Lutte! et la Ligue ambitionnaient de développer leurs organisations *coast-to-coast*.

Notre groupe ayant été créé dans le cadre de la lutte contre l'économisme d'En Lutte! et de la Ligue, la lutte contre les « mesures Trudeau » nous apparaissait comme une lutte trade-unioniste, une forme inférieure de la lutte de classes. La véritable lutte de classes, la véritable lutte politique, était d'une autre nature. Elle impliquait, en rapport avec la question nationale, la reconnaissance inconditionnelle par les travailleuses et travailleurs du Canada anglais du droit de la nation québécoise à l'autodétermination, y compris jusqu'à la sécession.

Invoquer contre le Oui, l'argument de l'unité de la classe ouvrière revenait à confondre l'unité trade-unioniste de la classe ouvrière et son unité politique. Considérer la classe ouvrière comme déjà « unie » en soi, plutôt que de voir cette unité comme un objectif à atteindre sur la base d'un véritable programme politique, c'était tomber dans une caricature de marxisme.

Peu importe le contexte politique, l'indépendance du Québec « diviserait » toujours la classe ouvrière canadienne. C'était adopter une position chauvine en accordant *de facto* un droit de veto au Canada anglais sur la question du Québec.

Un deuxième argument d'En Lutte ! et de la Ligue contre le Oui au référendum était qu'un vote pour la souveraineté allait favoriser la pénétration américaine au Canada. On laissait même sous-entendre que les États-Unis appuyaient en sous-main l'indépendance du Québec.

N'importe quel historien ou économiste digne de ce nom aurait pu rétorquer que le fédéralisme n'était d'aucune façon un rempart et qu'il n'avait pas empêché les États-Unis de contrôler la moitié de l'économie du Canada. Mais des faits aussi facilement vérifiables n'avaient aucune prise sur la Ligue. Dans le *Document d'entente politique* qui avait scellé l'unité entre les trois groupes fondateurs de la Ligue, on avait évacué le rôle de l'impérialisme américain en décrétant que la « contradiction principale » opposait le prolétariat canadien à la seule bourgeoisie canadienne.

Au nom de « principes » frelatés, la Ligue affirmait que seule la bourgeoisie canadienne contrôlait l'État canadien, que ses rapports avec l'impérialisme américain ne pouvaient être que de rivalité. Prêt à sacrifier sa ligne politique dans sa quête d'unité avec la Ligue, En Lutte ! emboîtait bientôt le pas, évacuait l'impérialisme américain de sa définition de la contradiction principale (et de la politique intérieure du Canada) en décrétant, lui aussi, que la bourgeoisie canadienne contrôlait l'économie canadienne en raison de son contrôle postulé sur l'État.

Pourtant, toutes les études publiées depuis — que ce soit *Dans l'œil de l'aigle*<sup>2</sup> de Jean-François Lisée ou celle plus récente d'Anne Légaré, *Le Québec otage de ses alliés*<sup>3</sup> — démontrent que les États-Unis ont été très actifs lors du référendum de 1980 (et de 1995) et que leur position a toujours été le maintien d'un Canada uni pour des raisons stratégiques, militaires, économiques et politiques.

En fait, la défaite du Oui au référendum de 1980 a eu pour conséquence une plus grande intégration du Canada aux États-Unis. La position du Parti québécois, telle que définie dans le Livre blanc (*D'égal à égal*) publié à l'occasion du référendum, proposait la renégociation d'une nouvelle entente entre le Québec et le Canada anglais, plus précisément l'Ontario, contre les États-Unis. Le refus du Canada anglais, exprimé dans la campagne référendaire, a amené les élites péquistes à effectuer un virage à 180 degrés, à prôner désormais le libre-échange avec les États-Unis, et à prendre le « beau risque » d'appuyer le Parti conservateur de Brian Mulroney, porteur de ce projet d'intégration aux États-Unis.

Dans leur analyse des enjeux stratégiques, En Lutte ! et le PCO avaient tout faux. Leur principale erreur est d'avoir réduit la question nationale à une lutte entre deux bourgeoisies, la canadienne et la québécoise, et de croire que l'annulation représentait une troisième voie. « La classe ouvrière doit prendre une position indépendante des deux options des patrons », écrivait-on dans *La Forge* du 21 mars 1980. « La seule réponse au référendum péquiste, c'est d'annuler son vote et de manifester ainsi qu'on ne se laisse pas tromper ni par les nouveaux démagogues de la nation que sont les péquistes, ni par les défenseurs à tout prix du statu quo de l'oppression », écrivait à son tour En Lutte ! dans la brochure *Ni fédéralisme renouvelé, ni souveraineté*.

Cette « indépendance » affirmée à l'égard des « patrons des deux options » n'allait cependant pas empêcher le PCO de s'afficher dans un camp bien précis, lorsqu'il traita de la question des sociétés d'État. Ainsi, le PCO mena campagne contre la privatisation de Pétro-Canada par le gouvernement de Joe Clark en affirmant que « tant que les monopoles étrangers contrôleront la majorité de notre industrie énergétique, les vastes richesses du Canada serviront à augmenter leurs profits et non à satisfaire les besoins du pays »<sup>4</sup>. Pour le PCO, la privatisation de Pétro-Canada « consiste à transférer des millions de dollars venant de la majorité du peuple dans les coffres bien garnis d'une minorité de capitalistes ».

La position du PCO est toute différente lorsqu'il aborde les positions du gouvernement du Parti québécois à l'égard des sociétés d'État. Dans son édition du 15 juin 1979, *La Forge* dénonce l'octroi de 400 millions de dollars par le Parti québécois à Sidbec, la société d'État de la sidérurgie : « Le gros de l'argent économisé sur le dos des travailleurs du secteur public va en subventions et en allègements fiscaux et à l'expansion des sociétés d'État ». Pour le PCO, les sociétés d'État québécoises ne servent qu'à « promouvoir le développement de tous les capitalistes québécois »<sup>5</sup>. Il en prend pour exemple Sidbec, qui « vend aux capitalistes québécois l'acier 15 % moins cher que les monopoles canadiens Stelco et Dofasco »<sup>6</sup>.

Il existe donc une distinction fondamentale, pour le PCO, entre les sociétés d'État fédérales, comme Pétro-Canada, et les sociétés d'État québécoises. Les premières sont là pour « servir les intérêts du peuple », alors que les secondes ne visent qu'à « promouvoir le développement des capitalistes québécois ». Que Pétro-Canada serve à approvisionner l'industrie manufacturière de l'Ontario en pétrole à bon marché est juste parce que cela « vise à satisfaire les besoins du pays ». Mais que Sidbec fournisse aux entreprises québécoises de l'acier 15 % moins cher que les sociétés ontariennes, c'est de la concurrence déloyale !

Si la nationalisation d'une partie de l'industrie pétrolière avec Pétro-Canada « nous permet de contrôler nos ressources », aux dires du PCO, la nationalisation projetée de l'Asbestos Corporation par le gouvernement du Parti québécois « ne vise pas, selon le PCO, à mettre entre les mains du peuple cette richesse naturelle considérable »<sup>7</sup>. Au contraire, la nationalisation de l'amiante « s'inscrit dans la stratégie d'ensemble de la bourgeoisie nationaliste québécoise qui consiste à utiliser l'État pour devenir une grande bourgeoisie monopoliste »<sup>8</sup>.

En Lutte ! partageait avec la Ligue cette compréhension de la question nationale comme étant essentiellement la lutte de la bourgeoisie québécoise pour accéder au rang de grande bourgeoisie nationale. La question nationale se résume alors à une lutte entre deux bourgeoisies, la canadienne et la québécoise. Cela appelle plusieurs remarques. Premièrement, si tel avait été le cas, sur la base de quels critères fallait-il privilégier une bourgeoisie plutôt qu'une autre ?

Deuxièmement, l'affirmation que la bourgeoisie québécoise ait pu à l'aide de l'État « devenir une grande bourgeoisie monopoliste » ne résiste pas à l'analyse. Combien peut-on compter de bourgeoisies de nations opprimées qui sont devenues de « grandes bourgeoisies impérialistes » depuis que l'impérialisme s'est imposé à l'échelle du globe au début du xx<sup>e</sup> siècle ? Combien de « bourgeoisies nationales » africaines, asiatiques ou latino-américaines font aujourd'hui partie du club sélect des « grandes bourgeoisies impérialistes » ? Aucune. Même le Brésil, avec plus de 175 millions d'habitants et des ressources considérables, est toujours considéré comme un pays dominé.

Encore là, dans leur « analyse concrète d'une situation concrète », En Lutte ! et le PCO avaient tout faux. Qui plus est, leur ennemi principal n'était pas la bourgeoisie la plus puissante, la « grande bourgeoisie monopoliste » canadienne, mais bien la bourgeoisie la plus faible, la bourgeoisie dominée, la bourgeoisie québécoise. En termes politiques, cela se traduisait par leurs attaques ciblées principalement contre le Parti québécois, avec le slogan de « Parti québécois/Parti bourgeois », alors que le Parti libéral, tant canadien que québécois, n'était affublé d'aucun qualificatif similaire.

L'erreur fondamentale d'En Lutte ! et du PCO est d'avoir analysé la situation canadienne et québécoise comme si nous étions encore au xix<sup>e</sup> siècle quand le capitalisme était concurrentiel et qu'émergeaient les grandes bourgeoisies. À la fin du xx<sup>e</sup> siècle, au cœur de l'impérialisme, le partage du monde est complété depuis longtemps et il n'y a pas de place pour l'émergence de nouvelles « grandes bourgeoisies impérialistes ».

En fait, les deux groupes ne tiennent pas compte de la donnée fondamentale de l'impérialisme, c'est-à-dire la division du monde entre nations

oppressives et nations opprimées. Dans ce contexte, la question nationale n'est pas principalement une lutte entre deux bourgeoisies, bien qu'il est indéniable que celle-ci existe. L'essence de la question nationale est plutôt la lutte d'un peuple voulant s'affranchir de son asservissement économique, politique et culturel.

La Révolution tranquille, les grandes luttes ouvrières et populaires des années 1960 et 1970 ont été l'expression de cette volonté d'émancipation. Le Parti québécois, lieu de convergences des forces syndicales et populaires, en était l'expression politique avec ses 300 000 membres et sa caisse électorale financée par ses membres.

Si la question nationale n'est pas principalement une question de lutte entre deux bourgeoisies, elle ne peut non plus se réduire à une question de réforme constitutionnelle. Pourtant, c'est ce que firent En Lutte ! et le PCO.

La solution d'En Lutte ! consistait à faire reconnaître dans une nouvelle constitution « le principe fondamental de l'égalité des langues et des nations et le droit à l'autodétermination de la nation québécoise ». Pour En Lutte !, « cette revendication remet en question tout ce qu'a été l'État canadien depuis ses origines »<sup>9</sup>.

La remise en question de « tout ce qu'a été l'État canadien depuis ses origines » est bien limitée puisqu'elle postule le maintien de l'intégrité de l'État canadien créé sur la base de l'oppression du Québec par une loi du Parlement de Londres sans que le peuple ait pu se prononcer.

De plus, si la solution à la question nationale québécoise est tributaire d'une modification constitutionnelle à la loi fondamentale du pays, cela revient à remettre le sort de cette question entre les mains de tous les Canadiens et non plus des seuls Québécois.

En Lutte ! confondait la question de l'égalité des langues et des nations avec le droit à la sécession. Il limite la question nationale à ses seules dimensions culturelles et linguistiques, alors que la question de l'oppression nationale est beaucoup plus large. Fondamentalement, elle pose le problème des liens de contrainte qui « unissent » la nation opprimée à la nation oppressive, c'est-à-dire forcer une nation à demeurer dans les frontières de la nation dominante et non pas uniquement forcer une nation à répudier sa langue maternelle pour lui en imposer une autre.

Le PCO revendiquait lui aussi le rapatriement de la Constitution et l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne. Comme En Lutte !, il affirme que celle-ci devrait inclure « la reconnaissance de l'égalité en droit de toutes les nationalités de notre pays et le droit du Québec à l'autodétermination jusqu'à et y inclus la séparation ». De plus, et c'est là qu'il se distingue d'En Lutte !, il spécifie que « la constitution devrait reconnaître aussi

une forme d'autonomie régionale pour toutes les nationalités de notre pays », ce qui signifie :

pour le Québec, la reconnaissance de son statut d'égalité avec la nation canadienne-anglaise qui se concrétiserait au sein du pays par l'établissement d'une République du Québec égale en droits à une République du Canada anglais. Ceci est la forme que prendrait l'autonomie régionale dans le cas du Québec<sup>10</sup>.

Bien que le PCO proclame son soutien au droit à l'autodétermination de la nation québécoise, il réduit ce droit à une certaine forme d'autonomie à l'intérieur du Canada. Le Québec a le droit à la séparation, mais celle-ci sera toujours présentée comme « un projet de division de la classe ouvrière ».

Quelques mois avant le référendum, le PCO a apporté quelques modifications à sa ligne politique en proposant que les deux républiques, le Canada anglais et le Québec « devraient être unies sur la base d'une union librement consentie au sein d'un État fédératif, le Canada ». De plus, il demandait que « le gouvernement central unifiant les républiques soit élu au suffrage universel et détienne des pouvoirs dans les domaines d'intérêt général pour l'ensemble du pays ».

On ne voit pas très bien la différence entre ce projet et la Confédération canadienne, telle qu'elle existait et existe toujours. C'est à la faveur de son « droit de dépenser », une disposition aussi vague que les « domaines d'intérêt général », que le gouvernement central est intervenu dans les champs de juridiction des provinces en niant leurs compétences constitutionnelles.

En présentant la question nationale comme étant essentiellement une question constitutionnelle, En Lutte ! et le PCO allaient contribuer à légitimer le coup de force constitutionnel de Pierre Elliot Trudeau au lendemain du référendum de 1980.

Le réveil fut brutal pour les militantes et les militants des deux organisations. Subitement, ils réalisaient leur erreur politique, bien que leurs leaders aient tenté par la suite d'en minimiser l'importance. C'est le cas de Charles Gagnon dans *Le référendum, un syndrome québécois*<sup>11</sup> et Françoise David dans le film *Il était une fois... le Québec rouge*<sup>12</sup>.

Bien entendu, avec un écart de 20 % entre le Oui et le Non, les votes annulés transformés en votes pour le Oui n'auraient pas fait une différence significative. Mais une évaluation moins ponctuelle et plus large est possible et nécessaire.

Que se serait-il produit si les 5 000 à 7 000 membres et sympathisants d'En Lutte ! et du PCO avaient milité pour le Oui plutôt que pour le Non ? Quel aurait été l'impact de l'action de ces militants prêts à se donner sans comp-



ter si, au lieu de s'employer à paralyser la Confédération des syndicats nationaux et d'autres organisations syndicales, ils avaient œuvré au cœur même du mouvement syndical pour faire en sorte que les travailleuses et les travailleurs disputent le leadership de la campagne référendaire au Parti québécois qui l'enfermait dans le cadre d'un nationalisme étroit ?

On peut facilement supposer que l'afflux de ces forces militantes aurait permis au camp du Oui d'obtenir au moins une majorité dans la population francophone. Il est aussi envisageable de croire qu'une campagne référendaire menée de façon plus combative, une campagne qui aurait mis de l'avant une série de revendications à portée sociale, se serait traduite par une percée chez les travailleuses et travailleurs allophones. La victoire du Non n'était pas inéluctable. Rappelons que, un mois avant le scrutin, les sondages donnaient le Oui gagnant et que, dans les mois qui ont précédé, jusqu'à 20 % d'allophones déclaraient envisager de voter Oui.

Enfin, considérons un instant ce qu'aurait pu être la donne politique en 1980, si la gauche avait fait sienne l'analyse de Pierre Vallières dans *L'Urgence de choisir*, si elle avait investi le Parti québécois et cherché à y entraîner le monde ouvrier. La base sociale populaire et ouvrière du Parti québécois en aurait été consolidée. La gauche aurait pu contrer l'étapisme de Claude Morin et ses manœuvres pour diluer le discours souverainiste. La gauche radicale aurait pu faire alliance avec la gauche péquiste traditionnelle, avec les Robert Burns, Denis Lazure, Gilbert Paquette, Lise Payette et autres.

Au fil des débats, des tournants de la lutte, elle aurait acquis expérience et maturité politiques. En fait, nous aurions eu droit à une véritable lutte de libération nationale et d'émancipation sociale. Une victoire du Oui était possible ou dans l'éventualité d'une défaite, la gauche aurait pu contester le leadership de René Lévesque et de Claude Morin et s'emparer de la direction du mouvement de libération. Les résultats du référendum « knock-outèrent » la gauche, l'envoyèrent au tapis et, trente ans plus tard, elle ne s'est toujours pas relevée.

Malheureusement, on ne peut pas réécrire l'Histoire diront certains, comme si le nouvel éclairage porté sur ces événements était récent. Mais, en fait, la plupart des positions développées dans ce texte l'avaient été par l'Union bolchevique peu avant le référendum et on peut les retrouver dans les publications de ce groupe, s'il s'en trouve encore dans quelque obscure librairie de livres usagés.

La réunion au sous-sol de l'église Saint-Kevin du chemin de la Côte-des-Neiges a été un tournant. C'est à cette occasion que s'était amorcée la critique systématique des positions d'En Lutte! et du PCO sur la question

nationale, mais aussi le développement de la position du groupe en faveur du Oui lors du référendum de 1980. Cependant, bien que l'essentiel de la critique développée dans le présent texte ait été élaboré dès cette époque, elle n'a pas vraiment eu de suites à ce moment-là.

La trop courte période de temps qui restait entre ce virage et la tenue du référendum, le petit nombre de membres du groupe et, il faut bien le reconnaître, le gauchisme et l'infantilisme politique, n'ont pas permis de tirer les conséquences stratégiques d'une position idéologique et politique fondamentalement juste.

Plusieurs anciens militants d'En Lutte ! et du PCO m'ont fait part de leur étonnement à la lecture de mon livre *L'autre histoire de l'indépendance*, dans laquelle on trouve une critique plus complète des positions d'En Lutte ! et du PCO. « Je ne savais pas que nous avions une telle position », m'ont affirmé plusieurs. Je leur ai fait remarquer qu'ils étaient trop occupés à chercher à prendre le contrôle de leur organisation syndicale ou de leur groupe populaire. Ils n'avaient pas le temps — ou plutôt n'étaient pas intéressés — à réfléchir sur les positions réelles de leur groupe, encore moins sur les critiques que pouvait leur adresser un groupe aussi obscur que l'Union bolchevique.

La dissolution des groupes marxistes-léninistes n'a pas amené non plus de retours critiques sur ces positions, si bien qu'elles continuent à être véhiculées, sous une forme ou une autre, au sein de la gauche actuelle. Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, ce n'est pas uniquement par cause d'ignorance qu'elles tiennent la route. Il y avait, et il y a toujours, une couche sociale au sein de la gauche syndicale et populaire québécoise qui tire bénéfice du fédéralisme, prouvant une nouvelle fois la justesse de cette thèse marxiste à l'effet que c'est l'être social qui détermine la conscience sociale. Mais cela serait le sujet d'un autre article.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Directeur de *l'Aut'Journal* et auteur de *L'autre histoire de l'indépendance*, de Pierre Vallières à Charles Gagnon, de Claude Morin à Paul Desmarais, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2003, 289 p.

2. Dans *l'œil de l'aigle : Washington face au Québec*, Montréal, Boréal, 1994, 577 p.

3. Montréal, VLB, 2003, 336 p.

4. *La Forge*, 10 août 1979.

5. *La Forge*, 27 avril 1979.

6. *Ibid.*
7. *La Forge*, 11 mars 1979.
8. *Ibid.*
9. *En lutte !*, 15 janvier 1980.
10. *La Forge*, 21 mars 1980.
11. Lachine, Éditions de la Pleine Lune, 1995, 104 p.
12. Marcel Simard, Productions Virage, 2003, 60 min.